

Lundi, 25 septembre GRANDE MANIFESTATION

Voir le verso pour obtenir plus de détails

**Nous devons agir
comme si nos soins de
santé publics étaient
en grave danger.**

Car c'est le cas.

Le gouvernement Ford privatise nos hôpitaux publics au profit d'hôpitaux et de cliniques à but lucratif.

Ils laissent les cliniques à but lucratif facturer des milliers de dollars aux patients.

Ils ferment les services d'urgence des petits hôpitaux et des hôpitaux locaux, ainsi que les services de soins d'urgence.

Ils ont sous-utilisé le budget de la santé de 1,7 milliard de dollars, alors même que des milliers d'infirmières, de médecins et de professionnels de la santé sont partis et que nos salles d'opération publiques restent inactives la plupart du temps.

Ils dépensent des centaines de millions d'argent public pour privatiser nos infirmières et nos services hospitaliers.

Ils accordent de nouveaux contrats de 30 ans et des expansions majeures auxpires sociétés de soins de longue durée à but lucratif.



GRANDE MANIFESTATION

**Journée d'ouverture de la législature de l'Ontario
Lundi, 25 septembre 2023 à 12h00 (midi)**

TORONTO à Queen's Park devant le bâtiment législatif principal à 12h00 (midi)

THUNDER BAY au Mini Queen's Park à South James St. à 12h00 (midi)

DRYDEN devant le bureau du député Greg Rickford, 439 Government St. à 11h30 CST

ALGOMA devant l'hôpital de la région de Sault à Lukenda Dr. à 12h00 (midi)

Rejoignez la manifestation la plus proche de chez vous.

*Le gouvernement Ford a fixé le jour de l'ouverture à Yom Kippour. Nous organiserons un deuxième événement le 26 septembre à midi pour les membres de la communauté juive qui ne pourront pas être présents le 25.

Serez-vous présent?

Faites-nous savoir si vous nous rejoignez le 25 septembre.

Partagez le lien avec vos amis et votre famille.

Prévoyez de faire du covoiturage ou inscrivez-vous pour prendre l'un des nombreux bus!

Visitez le site <https://tinyurl.com/MassProtest> ou scannez le code QR.



Faisons une grande démonstration de force et faisons en sorte que le gouvernement Ford ne puisse pas continuer sans être contesté. Nous restons sur place. Nous ne les laisserons pas privatiser nos hôpitaux publics.



**Ontario
Health Coalition**
Protecting public healthcare for all

OntarioHealthCoalition@gmail.com
www.OntarioHealthCoalition.ca
416-441-2502





Nos hôpitaux publics sont justement cela. Ce sont les nôtres.

Personne n'est mandaté pour les fermer ou les privatiser. Au contraire, ils devraient être encore plus publics... plus démocratiques, avec plus de ressources pour fournir des soins, la restauration des conseils d'administration d'hôpitaux publics élus, des services locaux rétablis, plus à l'écoute de nos communautés. Si nous perdons nos hôpitaux au profit de sociétés à but lucratif, il sera très difficile, voire impossible, de les récupérer. C'est pourquoi nous nous battons pour ce qui nous appartient pour les générations à venir.

Les soins de santé ne devraient pas dépendre de notre situation financière.

Les cliniques et hôpitaux à but lucratif facturent régulièrement aux patients des milliers de dollars en plus du Régime d'assurance maladie de l'Ontario pour des interventions chirurgicales et des examens nécessaires.

Cette « surfacturation » est illégale en vertu de la Loi canadienne sur la santé, qui exige que les soins soient fournis gratuitement en fonction des besoins médicaux - et non de l'argent dont nous disposons - et qui interdit la surfacturation. Les cliniques à but lucratif réalisent également des bénéfices en faisant payer aux patients des examens et des suppléments inutiles. Leurs prix sont très élevés - souvent jusqu'à cinq fois plus élevés que les coûts du RAMO.



L'Ontario finance ses hôpitaux publics au taux le plus bas du Canada.

Le gouvernement Ford a sous-utilisé le budget de la santé de plusieurs milliards, alors même que les patients attendent, que nos services d'urgence et d'autres services vitaux ferment et que nos infirmières et notre personnel hospitalier partent par milliers en raison du surmenage, de l'épuisement et de la frustration. Cette situation fait suite à des années de sous-financement. Si le gouvernement de l'Ontario finançait notre système de santé au même niveau que la moyenne du Canada, il pourrait résoudre la crise.

Il a fallu plus de 100 ans à nos communautés pour mettre en place nos hôpitaux publics locaux et nos soins de santé publics.

Nous avons passé des années à collecter des fonds et à faire du bénévolat pour soutenir nos hôpitaux publics locaux. Aujourd'hui, le gouvernement Ford prévoit de retirer des milliers d'opérations chirurgicales et de tests diagnostiques de nos hôpitaux publics locaux pour les privatiser et les confier à des hôpitaux et cliniques à but lucratif... à moins que nous ne l'en empêchions.

Le gouvernement Ford a choisi de ne pas financer et d'ouvrir les salles d'opération sous-utilisées que nous avons déjà dans nos hôpitaux publics.

Nous n'avons pas besoin de privatiser. Les salles d'opération de nos hôpitaux publics sont fermées le soir, les fins de semaine - parfois même en perpétuité - en raison d'un manque de financement et de personnel. En donnant à nos hôpitaux publics les moyens de maintenir ouverts leurs salles d'opération et de diagnostic, nous résorberions l'arriéré de patients en attente.

Le plan de privatisation des hôpitaux du gouvernement Ford est un « enlèvement » de nos hôpitaux publics locaux.

Les hôpitaux et cliniques à but lucratif prennent le personnel dans nos hôpitaux publics locaux, ce qui aggrave la pénurie. En outre, ils ne prennent que les patients rapides, faciles et rentables. Ils laissent les chirurgies compliquées, comme les soins aux victimes du cancer, et les patients à risque (par exemple ceux qui souffrent de diabète, de surpoids, de BPCO ou d'arythmie cardiaque, etc.) à nos hôpitaux publics, qui disposent de moins de fonds et de personnel pour les soigner.

Parce que les soins de santé ont pour but de soigner les gens, et non de faire du profit.



Dites à Doug Ford de :

- Arrêter la privatisation de nos hôpitaux publics et des autres services de soins de santé,
- Arrêter de créer une crise dans nos hôpitaux publics en les sous-finçant, en réduisant et en fermant des services, et en essayant de réduire les salaires des infirmières, des professionnels de la santé et du personnel de soutien,
- Développer l'utilisation des salles d'opération existantes dans nos hôpitaux publics qui sont fermés la plupart du temps en raison d'un manque de personnel et de financement, et
- Accroître la capacité de nos hôpitaux publics et rétablir les services fermés